



RCS : ST BRIEUC
Code greffe : 2202

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ST BRIEUC atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2008 B 00484
Numéro SIREN : 507 607 240
Nom ou dénomination : Impact-Pub

Ce dépôt a été enregistré le 22/01/2016 sous le numéro de dépôt 474

IMPACT PUB

Société à Responsabilité Limitée au capital de 4.000 euros
Siège Social : Cap Entreprises - 2 Parc d'Activités des Châtelets
Rue de la Croix Denis - 22950 TREGUEUX
RCS SAINT-BRIEUC 507.607.240

PROCES-VERBAL DE LA GERANCE CONSTATANT LA REDUCTION DE CAPITAL EN DATE DU 11 DECEMBRE 2015

Le 11 décembre 2015
A 17 heures

Monsieur Benjamin GUYON agissant en qualité de gérant de la société IMPACT PUB, société à responsabilité limitée au capital de 4.000 euros dont le siège social est situé Cap Entreprises - 2 Parc d'Activités des Châtelets - Rue de la Croix Denis - 22950 TREGUEUX, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT-BRIEUC sous le numéro 507.607.240 et en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire du 30 octobre 2015 ayant décidé une réduction de capital d'un montant de MILLE SIX CENTS (1.600) EUROS par voie de rachat de 160 parts sociales moyennant un prix unitaire de TROIS CENT DIX-HUIT EUROS ET SOIXANTE-QUINZE CENTIMES (318,75 €), constate et décide ce qui suit :

La décision de l'assemblée générale extraordinaire a été enregistrée par le Greffe du Tribunal de commerce de SAINT-BRIEUC en date du 4 novembre 2015.

Plus d'un mois s'est écoulé depuis ce dépôt sans qu'aucune opposition n'ait été signifiée à la société dans les conditions de l'article R.223-35 du Code de commerce.

Conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 30 octobre 2015, le rachat des 160 parts sociales ne concerne que :

- Monsieur Éric JOLIFF pour le rachat de 160 parts numérotées de 1 à 40 et de 281 à 400.

En conséquence, le soussigné constate le rachat des 160 parts numérotées de 1 à 40 et de 281 à 400 de Monsieur Éric JOLIFF moyennant le prix global de CINQUANTE ET UN MILLE (51.000) EUROS par levée du séquestre pris en la personne de Maître Frédéric PONS, soit la somme de CINQUANTE ET UN MILLE (51.000) EUROS.

Les parts rachetées étant immédiatement annulées, le capital social est ramenée de quatre MILLE (4.000) EUROS à DEUX MILLE QUATRE CENTS (2.400) EUROS conformément à la décision prise par l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 octobre 2015 et la modification statutaire décidée conditionnellement par cette assemblée est définitivement acquise et fera l'objet des publicités y attachées.

Le soussigné constate le règlement définitif du litige l'opposant à Monsieur Éric JOLIFF.

Le soussigné constate que la décision de réduire le capital social permet le retrait de Monsieur Éric

JOLIFF et met fin au litige existant entre lui et son associé d'une part et avec la société d'autre part, portant sur sa révocation de la gérance.

Le soussigné rappelle qu'aux termes des décisions de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 octobre 2015 :

- Les 240 parts numérotées de 41 à 280 détenues par Monsieur Benjamin GUYON sont renumérotées de 1 à 240.
- Mademoiselle Amélie ROBILLARD-HAMON a été agréée en qualité de nouvel associé.

Le soussigné procède, concomitamment aux présentes, à la ratification de l'acte de cession d'une part sociale au profit de Mademoiselle Amélie ROBILLARD-HAMON.

Le soussigné constate qu'aux termes d'un acte sous seing privé en date de ce jour, il a cédé la part numérotée 240 lui appartenant à Mademoiselle Amélie ROBILLARD-HAMON.

Le soussigné prend acte que ladite cession est devenue opposable à la société.

Le soussigné constate la mise à jour corrélative des articles 7 et 8 des statuts comme suit :

« ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital était d'un montant de 4.000 euros.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 11 décembre 2015, il a été constaté :

- ✓ *Que le capital social a été réduit d'une somme de 1.600 euros par voie de rachat de parts.*
- ✓ *Que les 240 parts sociales numérotées de 41 à 280 détenues par Monsieur Benjamin GUYON ont été renumérotées de 1 à 240 inclus.*
- ✓ *La confirmation de l'agrément de Mademoiselle Amélie ROBILLARD-HAMON en qualité de nouvel associé et ce, conformément à l'assemblée générale extraordinaire du 30 octobre 2015,*
- ✓ *La cession de la part sociale numérotée 240 par Monsieur Benjamin GUYON à Mademoiselle Amélie ROBILLARD-HAMON.*

Le capital social est donc fixé à la somme de DEUX MILLE QUATRE CENTS (2.400) EUROS divisé en 240 parts de 10 € chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 240.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

*1/ à Monsieur Benjamin GUYON,
à concurrence de 239 parts
numérotées de 1 à 239*

*2/ à Mademoiselle Amélie ROBILLARD-HAMON,
à concurrence de 1 part*

GB

numérotée de 240

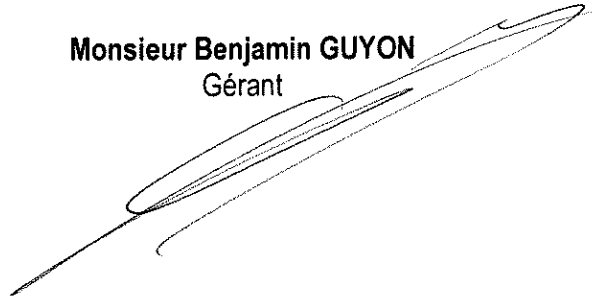
Total égal au nombre de parts composant le capital social 240 parts

Les associés déclarent expressément que toutes ces parts sont réparties entre eux dans les proportions indiquées correspondant à leurs droits respectifs et sont toutes intégralement libérées. »

Le soussigné constate que les opérations de réduction de capital et de cession d'une part sociale ci-avant désignées, ne remettent pas en cause le régime fiscal de la société. Celle-ci demeure pluripersonnelle et continue de relever du régime de l'impôt sur les sociétés.

Tous pouvoirs au cabinet de Me Rodolphe ETESSE, avocat, domicilié 34 boulevard Clemenceau, 22000 SAINT-BRIEUC, porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit, de faire tous dépôts, immatriculations, modifications et radiations au Registre du Commerce et des Sociétés concernant la Société, en conséquence, faire toutes déclarations et démarches, produire toutes pièces justificatives, effectuer tout dépôt de pièces, signer tous documents, requêtes et documents utiles, élire domicile, substituer en totalité ou en partie, et en général faire tout ce qui sera nécessaire.

Monsieur Benjamin GUYON
Gérant



Enregistré à : S I E DE SAINT BRIEUC EST ENREGISTREMENT

Le 18/12/2015 Bordereau n°2015/1 523 Case n°12

Ext 4585

Enregistrement : 375 € Pénalités :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agente administrative des finances publiques

Yveline FRAVAL
Agent Principal



IMPACT PUB

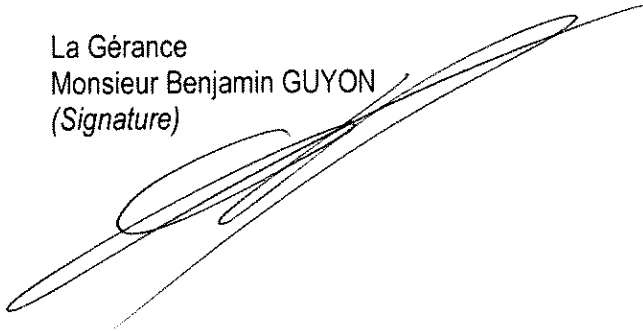
Société à Responsabilité Limitée au capital de 2.400 euros
Siège Social : Cap Entreprises 1 – 30 avenue des Châtelets - 22950 TREGUEUX
RCS SAINT BRIEUC 507.607.240

STATUTS MIS A JOUR

SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 30 OCTOBRE 2015
ET AU PROCES-VERBAL EN DATE DU 11 DECEMBRE 2015

Pour copie certifiée conforme

La Gérance
Monsieur Benjamin GUYON
(Signature)



ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des palis ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- Le conseil en publicité, le montage de plans média. la gestion de projets, toutes prestations de services y afférentes.
- L'achat, la vente et la négociation d'espaces publicitaires.
- La création graphique.
- La création et le suivi de manifestations événementielles.
- La commercialisation et la gestion de service en ligne sur internet.
- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, clans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **Impact-Pub.**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

Cap Entreprises 2 - Parc d'Activités des Châtelets - Rue de la Croix Denis
22950 TREGUEUX.

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale extraordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Le capital social est constitué uniquement par des apports en numéraire.

Les soussignés font apport à la Société, à savoir :

- Monsieur Benjamin GUYON,
la somme de deux mille euros..... 2.000,00 €
- Monsieur Éric JOLIFF,
la somme de deux mille euros..... 2.000,00 €

Soit au total la somme de quatre mille euros (4 000,00 E), déposée intégralement à un compte ouvert au nom de la société en formation au CREDIT MUTUEL DE BRETAGNE - Agence de Cesson sise rue de la République - 22000 SAINT-BRIEUC, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

Conformément aux dispositions de l'article 515-5 du Code civil Monsieur Benjamin GUYON réalise le présent apport pour son compte personnel et les parts sociales qui lui seront attribuées seront sa propriété exclusive.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital était d'un montant de 4.000 euros.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du ...décembre 2015, il a été constaté :

- ✓ Que le capital social a été réduit d'une somme de 1.600 euros par voie de rachat de parts.
- ✓ Que les 240 parts sociales numérotées de 41 à 280 détenues par Monsieur Benjamin GUYON ont été renumérotées de 1 à 240 inclus.
- ✓ La confirmation de l'agrément de Mademoiselle Amélie ROBILLARD-HAMON en qualité de nouvel associé et ce, conformément à l'assemblée générale extraordinaire du 30 octobre 2015,
- ✓ La cession de la part sociale numérotée 240 par Monsieur Benjamin GUYON à Mademoiselle Amélie ROBILLARD-HAMON.

Le capital social est donc fixé à la somme de DEUX MILLE QUATRE CENTS (2.400) EUROS divisé en 240 parts de 10 € chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 240.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

1/ à Monsieur Benjamin GUYON,
à concurrence de..... 239 parts
numérotées de 1 à 239

2/ à Mademoiselle Amélie ROBILLARD-HAMON,
à concurrence de..... 1 part
numérotée de 240

Total égal au nombre de parts composant le capital social 240 parts

Les associés déclarent expressément que toutes ces parts sont réparties entre eux dans les proportions indiquées correspondant à leurs droits respectifs et sont toutes intégralement libérées. »

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - CESSIION - TRANSMISSION - LOCATION DES PARTS SOCIALES

1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il devra être agréé selon les conditions prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - Transmission par décès.

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant.

La valeur des droits sociaux est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

La transmission des parts sociales de l'associé décédé est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 1.

En cas de refus d'agrément, et si aucune des solutions prévues au paragraphe 1 n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

4. Dissolution de communauté du vivant de l'associé.

En cas de liquidation de communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes au conjoint est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 1.

5. Location des parts sociales.

Les parts sociales peuvent être données en location à une personne physique sous les conditions et limites prévues aux articles L. 239-1 à 239-5 du Code de commerce.

Le contrat de location est constaté par un acte sous seing privé soumis à la formalité de l'enregistrement ou par un acte authentique, et comportant les mentions prévues à l'article R. 239-1 du Code de commerce.

Pour être opposable à la Société, il doit lui être signifié par acte extrajudiciaire ou être accepté par son représentant légal dans un acte authentique.

Le locataire des parts doit être agréé dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales.

Le défaut d'agrément du locataire interdit la location effective des parts sociales.

La délivrance des parts louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du locataire à côté du nom du bailleur dans les statuts de la Société. A compter de cette date, la Société doit adresser au locataire les informations dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Le gérant peut inscrire ces mentions dans les statuts sous réserve de la ratification de cette décision par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le droit de vote appartient au bailleur dans les assemblées statuant sur les modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société et au locataire dans les autres assemblées. Pour l'exercice des autres droits attachés aux parts louées, notamment le droit aux dividendes, le bailleur est considéré comme le nu-propriétaire et le locataire comme l'usufruitier.

Les parts louées doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et en fin de contrat, ainsi qu'à la fin de chaque exercice comptable lorsque le bailleur est une personne morale. L'évaluation est certifiée par un Commissaire aux Comptes.

Le bail est renouvelé dans les mêmes conditions que le bail initial. En cas de non-renouvellement du contrat de bail ou de résiliation, la partie la plus diligente fait procéder à la radiation de la mention portée dans les statuts de la Société par décision des associés ou par le gérant dans les mêmes conditions qu'à la délivrance des parts louées.

Les parts louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

ARTICLE 11 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les premiers gérants sont nommés par les associés dans un acte séparé aussitôt après la signature des statuts.

En cours de vie sociale, le ou les gérants sont nommés par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors d'eux, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer chacun des associés au moins un mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

ARTICLE 12 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Par exception à ce qui précède, la nomination et la révocation d'un gérant sont soumises aux dispositions de l'article 11 ci-dessus.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

Pour toutes les autres modifications statutaires, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ainsi que par un tiers non associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leur mission dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} août et finit le 31 juillet.

Par exception, l'exercice qui a débuté le 1^{er} septembre 2014 se terminera le 31 juillet 2015.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la Société et en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

La liquidation de la Société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture, mais il est également prévu ce qui suit :

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

Le tout sauf décision contraire de la collectivité des associés.

ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 20 - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social, à la disposition des futurs membres de la Société qui ont pu en prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le reconnaissent. Cet état demeurera annexé aux présentes.

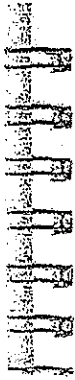
Les soussignés donnent mandat à Monsieur Eric JOLIFF et/ou à Monsieur Benjamin GUYON à l'effet de prendre, au nom et pour le compte de la Société, les engagements suivants :

- Signer tous actes et pièces, faire toutes déclarations, consentir toutes garanties et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire sans aucune restriction ni réserve.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Eric JOLIFF et/ou à Monsieur Benjamin GUYON et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;



- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés :
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.